

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 16/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **PAREDES**

1 rue Georges Besse  
69 740 GENAS

Références : UD-R-CTESSP-22-186-RP

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2022 dans l'établissement PAREDES implanté 1 rue Georges Besse 69 740 GENAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société PAREDES
- Code AIOT dans GUN : 0006103987
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD : Non

Le site exploité par la société PAREDES au 1 rue Georges Besse à Genas, comprend :

- 1 bâtiment principal de stockage d'une capacité de 60 000 m<sup>3</sup> avec des locaux administratifs attenants ;
- 1 bâtiment anciennement occupé pour des activités de réparation de véhicules ;
- 1 local sprinkler servant pour un site voisin appartenant au groupe PAREDES ;
- 1 bâtiment administratif.

Les activités de l'exploitant, sur ce site, correspondent à la réception de produits, à leur stockage et la préparation de commandes et leur expédition.

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral du 06 janvier 1995, pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- rubrique 1510-1 (A) : Entrepôt couvert ;
- rubrique 2663-2b (D) : Stockage (...) de produits composés d'au moins 50 % de polymères.

Suite aux évolutions des seuils de la rubrique 1510 (entrepôt couvert), le régime du site relève dorénavant du régime de l'Enregistrement. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux entrepôts couverts qui s'appliquent au site figurent aux annexes V, VII, VIII.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des mises en demeure 23 décembre 2021 ;
- suites des constats la précédente visite d'inspection non clôturés

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le

Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle   | Référence réglementaire  | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) |
|--|--|---|
| Puits dits « perdus »  | arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 1<br>arrêté préfectoral du 06/01/1995, article 2 – pt 4.3 et pt 4.6. | Lettre préfectorale   |
| Gestion des eaux incendie  | arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 3  | Prolongation mise en demeure  |
| Besoin eaux incendie - débit simultané disponible                            | arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 6 point 2  | Prolongation mise en demeure  |
| Foudre   | arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 5  | Lettre préfectorale   |
| Stockage des produits chimiquement incompatibles et des matières dangereuses | arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 6 point 1  | Prolongation mise en demeure<br>+<br>Lettre préfectorale  |
| Périmètre ICPE (2)   | Code de l'environnement article R.512-46-23-II   | Mise en demeure   |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                              | Référence réglementaire  | Autre information |
|---|--|-------------------|
| Périmètre ICPE (1)                                    | arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 , article 2              | -                 |
| Suppression de la station de carburant                | arrêté préfectoral du 06/01/1995, article 2 – pt 5.2.1 et pt 5.4 | -                 |
| Plan des locaux                                       | arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 4              | -                 |
| Plan des réseaux                                      | arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – pt 1.6.1           | -                 |
| État des stocks                                       | arrêté Préfectoral du 06/01/1995, article 2 – pt 6.5             | -                 |
| Installations électriques : vérifications périodiques | arrêté Préfectoral du 06/01/1995, article 2 – pt 6.1.6           | -                 |
| Porte coupe feu                                       | arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – pt 6               | -                 |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées.

L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

**L'inspection propose à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté de mise en demeure afin que l'exploitant dépose un porter à connaissance de régularisation de la situation administrative du site concernant la réduction du périmètre géographique du site**

Au regard des éléments transmis par l'exploitant et des constatations réalisées lors de la présente visite, **l'inspection propose à Monsieur le préfet concernant l'arrêté de mise en demeure du 23 décembre 2021**

- **de lever les mises en demeure des articles 1 ; 2 ; 3 point 1 ; 4 ; 5.**
- **d'accorder un délai complémentaire de 12 mois à l'exploitant pour satisfaire le point 2 de l'article 3**
- **d'accorder un délai complémentaire de 3 mois à l'exploitant pour satisfaire les points 1 et 2 de l'article 6.**

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Périmètre ICPE (1)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 , article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société PAREDES (...) est mise en demeure de régulariser, sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, la situation du bâtiment « Genève », soit en déposant un porter à connaissance, soit en transmettant un dossier de cessation d'activité pour ce bâtiment.  |
| <b>Constats :</b><br>Suite à la demande de l'exploitant, l'inspection a accordé, par mail du 09/02/2022, un délai supplémentaire jusque fin mai pour ce point de la mise en demeure.<br><br>L'exploitant a transmis par mail du 02/06/2022 un audit de recollement du bâtiment Genève aux prescriptions de l'AMPG du 17/04/2017 (entrepôts couverts).<br>Lors d'un échange téléphonique intervenu le 10/06/2022, l'exploitant a fait part de difficultés pour respecter certaines prescriptions de l'AMPG et interrogé l'inspection sur l'application de la règle des 40 mètres entre IPD lorsque celles-ci sont séparées par une voie publique.<br><br>Lors de la présente visite, l'inspection indique que la règle des 40 mètres ne s'applique pas du fait qu'un domaine public sépare les deux sites. Le site du bâtiment « Genève » est donc indépendant d'un point de vue de la réglementation des ICPE du site Paredes 1 rue Georges Besse à Genas. |

L'inspection rappelle que l'exploitant peut demander des aménagements aux prescriptions de l'AMPG, tel que mentionné par l'article 5 de ce dernier, qui prévoit notamment dans ce cas que l'exploitant met en place des mesures compensatoires permettant d'assurer un niveau de sécurité au moins équivalent à celui résultant des prescriptions de l'AMPG.

L'exploitant indique qu'il doit dans une approche globale de toutes ses installations définir le rôle du bâtiment « Genève » et calculer la quantité maximale de matière combustible susceptible d'être présente afin de déterminer si le seuil des 500 tonnes ouvrant à un classement au titre de la nomenclature des ICPE est atteint.

L'inspection indique que si le bâtiment relève de la rubrique 1510 (entrepôt couvert) pour le régime de la déclaration, l'exploitant doit réaliser une télédéclaration sur le site <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920>.

Compte-tenu que la règle des 40 mètres entre IPD ne s'applique pas dans le cas présent, le bâtiment « Genève » est indépendant du site situé au 1 rue Georges Besse à Genas d'un point de vue réglementation des ICPE. Aussi, **l'inspection propose à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 23/12/2021.**

**Type de suites proposées :** sans suite administrative

#### Nom du point de contrôle : Suppression de la station de carburant

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/01/1995, article 2 – pt 5.2.1 et pt 5.4

**Thème(s) :** Risque accidentel, eaux et sols

**Prescription contrôlée :**

- Tous les déchets produits par l'établissement devront être éliminés dans les conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

- Ils seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

l'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment

Lors de l'arrêt définitif des installations l'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient pour le voisinage ou l'environnement.

**Constats :**

Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de lui transmettre, un document justifiant de l'évacuation de la pompe (de la station de carburant), et du dégazage, nettoyage de la cuve ; de préciser si une pollution a été identifiée sous la cuve ainsi que les mesures éventuelles prises en cas de découverte de pollution ; enfin de transmettre les analyses de fond/bord de fouille finales.

L'exploitant a transmis par mail du 07/02/2022 :

- le devis du 12/02/2019 de la société TOKHEIM pour la dépose de la station de carburant, qui comprend notamment le « *nettoyage et dégazage d'une cuve compris traitement des déchets en centre agréé avec fourniture des BSDI* » ;
- le procès verbal de réception de travaux de la société TOKHEIM du 08/07/2019 concernant la dépose de la station de carburant. Il n'est mentionné d'observation dans ce document.

Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il n'a pas été réalisé d'analyse de sol

suite à la dépose de la station de carburant

L'inspection indique à l'exploitant qu'il convient de conserver la mémoire de cette installation de distribution de carburant pour qu'il la prenne en compte lors de la cessation d'activité du site, notamment pour réaliser des analyses de sol à cet endroit.

**Type de suites proposées :** sans suite administrative

**Nom du point de contrôle :** Puits dits « perdus »

**Référence réglementaire :**

- arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 1
- arrêté préfectoral du 06/01/1995, article 2 – pt 4.3 et pt 4.6.

**Thème(s) :** Risques chronique, Eau souterraine

**Prescription contrôlée :**

1-La société PAREDES (...) est mise en demeure de transmettre, sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, un calendrier pour la réalisation de travaux permettant de rendre compatible le site avec la doctrine du SAGE de l'est lyonnais. Ce calendrier devra être établi en tenant compte des actions prioritaires à mettre en œuvre au regard de la préservation de la nappe de l'Est lyonnais.

2-Les effluents devront être exempts de matières flottantes (...)

3-Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement des conséquences notables pour le milieu environnant.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par mail du 04/03/2022 un calendrier pour la réalisation des travaux, en précisant qu'il tient compte des bassins versants à traiter en priorité mentionné dans le rapport d'IRH du 27/02/2019.

Le calendrier proposé est le suivant :

- 2023 : Mise en conformité des bassins versants n° 5/7 ;
- 2024/2025 : Mise en conformité des bassins versants n°1/2/3/4/6/8

**En conséquence, l'inspection propose à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure sur ce point (article 1).**

Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il respecte les dispositions de son arrêté préfectoral en matière de gestion des eaux pluviales, qu'il estime que son site est conforme avec le SDAGE Rhône-Méditerranée et enfin qu'il estime ne pas devoir mettre son site en conformité avec le SAGE de l'Est lyonnais pour la gestion des eaux pluviales, du fait que le site est antérieur à ce dernier. Néanmoins, l'exploitant indique qu'il va réaliser des travaux sur les ouvrages nécessitant des aménagements de manière prioritaire d'après le rapport IRH du 27/02/2019, soit sur les ouvrages des bassins versants n°3, 5, 7.

L'inspection constate qu'il est notamment indiqué dans le rapport d'IRH que les vannes d'obturation des bassins versants 3 et 7 présentent des dysfonctionnements et qu'il avait été relevé la présence de flottant dans le puits du bassin versant n°5 et qu'une analyse d'eau réalisée sur un prélèvement fait le 01/02/2019 avait montré la présence de HAP pour ce puits (8,48 µg/l).

D'après le plan des réseaux communiqué par l'exploitant, les eaux pluviales de voirie sont

|  |
|--|
| toutes traitées dans un séparateur d'hydrocarbure avant rejet dans les puits d'infiltration.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> avec suite administrative  |
| <b>Proposition de suites :</b> lettre préfectorale   |
| <b>Demande :</b> L'exploitant doit, sous 12 mois, réaliser les travaux mentionnés dans le rapport IRH du 27/02/2019 sur les ouvrages des bassins versants n°3, 5, 7. |

**Nom du point de contrôle :** Plan des réseaux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – pt 1.6.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risque chronique, Eau  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- (...)</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b><br/> Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'ajouter la légende à son plan des réseaux et de ne pas utiliser le terme de puits perdu à la place de puits d'infiltration.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 07/02/2022 un plan des réseaux mis à jour le 01/02/2021.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 27/07/2022 une actualisation du plan précédemment envoyé, en indiquant la localisation des vannes permettant d'isoler les eaux pluviales de voiries.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite administrative  |

**Nom du point de contrôle :** Gestion des eaux incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risque chronique, Eau  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> La société PAREDES (...) est mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de transmettre, sous un mois (...), une consigne spécifique pour la fermeture des vannes d'obturation des dispositifs de rejets des eaux pluviales ;</li> <li>• de former le personnel associé et tester cette disposition lors d'un exercice incendie, sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b><br/> Lors de la présente visite, l'exploitant indique que la fermeture des vannes d'obturation des dispositifs de rejets des eaux pluviales est réalisée par le chargé d'évacuation en cas d'incendie.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant remet le compte rendu de l'exercice d'évacuation</p>   |

incendie réalisé le 04/07/2022.

L'inspection constate qu'il est mentionné dans ce document une liste d'actions à réaliser, mais qu'il ne figure pas la fermeture des vannes permettant de confiner le site.

L'exploitant a transmis par mail du 27/07/2022 une procédure à appliquer en cas d'incendie qui mentionne dans les actions à réaliser « fermeture vanne pour confinement des eaux incendies ».

**L'inspection propose au préfet de lever le point 1 de l'article 3 et d'accorder un délai complémentaire pour la formation du personnel de 12 mois. Ce délai tient compte des travaux à réaliser sur les vannes d'obturation des puits (cf. constat « Puits dits perdus »)**

**Type de suites proposées :** avec suite administrative

**Proposition de suite :**

**Mise en demeure : un délai complémentaire de 12 mois est accordé à l'exploitant pour satisfaire le point 2 de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 23/12/2021**

**Nom du point de contrôle :** Plan des locaux

**Référence réglementaire :** arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 4

**Thème(s) :** Risques accidentel

**Prescription contrôlée :**

La société PAREDES (...) est mise en demeure de transmettre, sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par mail du 07/02/2022 un plan des locaux avec une description des dangers et un autre plan pour l'emplacement des poteaux incendie.

Lors de la présente visite, l'inspection constate :

- que le seul risque indiqué pour la cellule dédiée au stockage des produits chimiques, appelé sur le plan « cellule chimique » est l'incendie. L'inspection estime qu'il convient de compléter le plan en fournissant plus d'informations sur la nature des produits chimiques stockés ;
- que le local dédié au stockage des aérosols n'est pas représenté sur le plan

L'exploitant a transmis par mail du 27/07/2022 un plan actualisé des locaux avec une description des dangers. L'inspection constate que le local aérosols est représenté et qu'il figure sur la cellule chimique des pictogrammes CLP.

**L'inspection propose à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure sur ce point (article 4).**

**Type de suites proposées :** sans suite administrative



**Nom du point de contrôle :** Stockage des produits chimiquement incompatibles et des matières dangereuses

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 6 point 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risque accidentel  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un délai complémentaire est accordé à la société PAREDES (...) pour transmettre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de mise en conformité relative aux aménagements spécifiques de la cellule dédiée aux produits dangereux, conformément au point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a transmis par mail du 07/02/2022 une étude de mise en conformité de son installation à l'article 8 de l'arrêté du 11/04/2017.<br><br><u><i>Stockage des produits chimiquement incompatibles</i></u><br>Dans cette étude, l'exploitant indique notamment les quantités maximums de produits susceptibles d'être stockés, par rubrique ICPE (toutes en dessous des seuils de classement), et qu'il convient de stocker sur des racks différents les comburants, liquides inflammables, acides, et les produits dangereux pour l'environnement ; et de les associer à des rétentions spécifiques évitant tout mélange.<br><br>Lors de la présente visite, l'inspection constate que les produits ne sont pas stockés comme indiqué sur le schéma de stockage figurant dans l'étude envoyée le 07/02/2022. L'inspection constate que tous les produits dangereux sont en revanche associés à des rétentions.<br><br><u><i>Stockage des matières dangereuses</i></u><br>Dans cette étude, l'exploitant indique les aménagements spécifiques à réaliser, à savoir :<br>- transférer les produits dangereux de la cellule 1 et 2 vers la « cellule chimique » ;<br>- disposer d'extincteurs adaptés aux produits stockés et enfin supprimer la mezzanine de la cellule chimique.<br>L'inspection note en revanche que cette étude ne détaille pas le type et la quantité d'extincteurs à mettre en place pour la « cellule chimique ».<br><br>Lors de la présente visite, l'inspection constate à proximité immédiate des stockages de produits dangereux 4 extincteurs poudre ABC de 9 kg et 2 de 50 kg ; 1 extincteur poudre ABF de 9 kg et 2 RIA. D'après l'étude envoyée par l'exploitant la surface de la zone de stockage des produits dangereux est de l'ordre de 600m <sup>2</sup> .<br><br>L'inspection constate de plus que tous les produits dangereux n'ont pas été regroupés au même endroit contrairement aux recommandations de l'étude puisque que certains sont encore stockés (sur rétention) dans les cellules 1 et 2.<br>L'exploitant indique que cette situation résulte en partie des très fortes tensions actuelles sur le marché des produits de l'hygiène qui compliquent la gestion des stocks. Il précise qu'aucun liquide inflammable n'est en revanche stocké hors de la « cellule chimique ».<br><br>L'inspection constate que la mezzanine au-dessus du local aérosol est toujours présente et que l'exploitant n'a pas sollicité de demande d'aménagement de l'article 8 de l'AMPG 1510 à son sujet. L'exploitant questionne l'inspection sur différentes possibilités qu'il envisage pour cette mezzanine.<br><br>Concernant la mezzanine, l'inspection précise que pour être conforme à l'article 8 de |

|   |
|---|
| <p>L'AMPG 1510, soit l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ne stocke plus de matières dangereuses sous la mezzanine ;</li> <li>• continue à stocker des matières dangereuses sous la mezzanine, mais dans ce cas, aucun produit combustible ni produit dangereux ne doivent être stockés sur la mezzanine.</li> </ul> <p><b>L'étude demandée a été produite, mais elle s'avère incomplète, aussi l'inspection propose à Monsieur le préfet d'accorder un délai complémentaire de 3 mois à l'exploitant pour la compléter.</b></p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> avec suite administrative</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b></p> <p><b>Mise en demeure :</b> un délai complémentaire de 3 mois est accordé à l'exploitant pour transmettre son étude de conformité à l'article 8 de l'APMG 1510, complétée sur les moyens de prévention et de protection aux risques.</p> <p><b>Lettre préfectorale :</b> L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous 3 mois, regrouper tous les produits dangereux dans la « cellule chimique » ;</li> <li>• sous 3 mois, justifier que le stockage actuel des produits est conforme à la prescription contrôlée, ou au besoin le modifier en conséquence.</li> <li>• sous 6 mois, justifier qu'il dispose des moyens de prévention et de protection adaptés aux risques de la « cellule chimique ».</li> </ul> |

**Nom du point de contrôle :** Besoin eaux incendie - débit simultané disponible

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 6 point 2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels , Risque incendie</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un délai complémentaire est accordé à la société PAREDES (...) pour transmettre sous 6 mois (...), un justificatif du débit d'eau incendie en simultané pour le site.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, l'exploitant avait indiqué que son besoin en eau incendie est de 450 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant a transmis par mail du 23/12/2021 la note de calcul D9.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 07/02/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un plan de localisation des poteaux incendie (2 PI interne au site et 5 sur voie publique) avec leur débit individuel</li> <li>• une « <i>fiche de relevés de vérification annuelle des débits et pressions des poteaux et bouches d'incendie</i> » datée du 21/12/2020 pour les deux poteaux incendie interne au site. Le résultat du débit simultané de ces deux poteaux incendie est de 50 et 88 m<sup>3</sup>/h ;</li> <li>• le rapport réalisé par Veolia le 18/11/2021 concernant le poteau incendie situé sur la rue de Genève. Il est indiqué un débit de 138 m<sup>3</sup>/h</li> </ul> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir fait plusieurs demandes à Veolia pour réaliser des mesures en simultané sur les poteaux incendie situés sur la voie publique à proximité du site. Mais l'exploitant indique avoir reçu en réponse une proposition d'achat d'un abonnement qu'il ne souhaite pas.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 27/07/2022 ses échanges de mails avec Véolia. Au regard de ces mails, l'inspection constate que l'exploitant a demandé un essai de débits en simultané sur 4 poteaux incendie le 15/03/2022. L'exploitant a précisé à cette occasion qu'il évalue actuellement avec Véolia la possibilité technique de souscrire à 2 contrats de</p> |

|  |
|--|
| <p>vérification annuelle des débits en simultané sur a minima 3 poteaux incendie dans le périmètre de chacune de ses deux ICPE (Paredes Fab et Paredes ).</p> <p>Au regard des documents envoyés par l'exploitant, l'inspection constate que l'exploitant a demandé à Veolia, titulaire de la délégation de service public de la distribution de l'eau potable sur la commune de Genas, de réaliser une mesure de débit en simultané des poteaux incendie.</p> <p>Au regard de ce qui précède, <b>l'inspection propose à Monsieur le préfet d'accorder un délai complémentaire de 3 mois pour que l'exploitant puisse trouver un accord avec Véolia pour que ce dernier réalise la mesure attendue de débit de poteaux incendie en simultanée (article 6 point 2).</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> avec suite administrative  |
| <p><b>Proposition de suites :</b></p> <p><b>Mise en demeure :</b> un délai complémentaire de 3 mois est accordé à l'exploitant pour satisfaire le point 2 de l'article 6 de l'arrêté de mise en demeure du 23/12/2021</p>  |

### Nom du point de contrôle : Foudre

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 – article 5</li> <li>- arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'annexe II - point 15</li> </ul>   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels , Risque incendie  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La société PAREDES (...) est mise en demeure de réaliser une étude technique foudre destinée à identifier les travaux à réaliser pour protéger ses installations contre la foudre et de proposer un calendrier pour la réalisation des travaux de mise en conformité de ses installations, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</li> <li>- L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010.</li> </ul>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la demande de l'exploitant, l'inspection a accordé, par mail du 09/02/2022, un délai supplémentaire jusque fin mai pour ce point de cette mise en demeure.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant présente une étude (réf. 16F1041) réalisée par la société 1G foudre le 07/03/2022, destinée à identifier les travaux à réaliser pour protéger les installations du site contre la foudre.</p> <p>L'exploitant indique que les travaux mentionnés dans cette étude seront réalisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2023.</p> <p>En conséquence, <b>l'inspection propose à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure sur ce point (article 5).</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> avec suite administrative  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> lettre préfectorale</p> <p><b>Demande :</b> L'exploitant doit sous 8 mois réaliser les travaux nécessaires afin que son entrepôt soit équipé d'une installation de protection contre la foudre réglementaire.</p>  |

## Nom du point de contrôle : Périmètre ICPE (2)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement article R.512-46-23-II  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.   |
| <b>Constats :</b><br>Suite à la demande de l'exploitant, l'inspection a accordé par mail du 09/02/2022 un délai supplémentaire jusqu'en fin mai pour ce point de cette mise en demeure.<br><br>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet : <ul style="list-style-type: none"><li>• ses nouvelles activités réalisées dans le bâtiment de l'ancien garage ;</li><li>• le changement de périmètre géographique de son site si la vente d'une partie du terrain reste d'actualité, et de transmettre un dossier de cessation d'activité pour la partie faisant l'objet de la vente et libération de terrain ;</li><li>• le changement d'exploitant du site en fournissant son numéro de SIRET.</li></ul><br><u>Activité dans l'ancien garage</u><br>Lors de la présente visite, l'exploitant indique que l'ancien garage est désormais dédié au service après vente. A ce titre, les produits nécessaires pour les interventions des techniciens chez les clients sont entreposés pour une durée de moins de 24 heures dans cet ancien garage.<br>Lors de la présente visite, l'inspection constate que les produits stockés dans l'ancien garage représentent un volume de quelques m <sup>3</sup> , et qu'ils sont posés sur des palettes où est inscrit un nom (celui du technicien d'après l'exploitant en charge de l'intervention SAV).<br><br>L'inspection précise qu'au jour de la visite, l'ancien garage n'est pas considéré comme un entrepôt de stockage de matière combustible. Néanmoins, si l'activité réalisée dans cet ancien garage venait à évoluer, celui-ci pourrait alors être considéré comme un entrepôt soumis à la réglementation ICPE (voir la règle des 40 mètres dans le guide entrepôt <sup>1</sup> version 2 -septembre 2021). Dans ce cas, les règles d'implantation figurant dans l'AMPG 1510 s'appliqueraient.<br><br><u>Changement du périmètre géographique du site</u><br>Lors de la présente visite, l'exploitant indique que le terrain est maintenant vendu, mais qu'il n'a pas réalisé de dossier de cessation d'activité.<br><br><u>Changement d'exploitant du site</u><br>Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il n'y a pas de changement d'exploitant du site, qui est toujours Paredes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> avec suite administrative  |
| <b>Proposition de suites :</b><br><b>Mise en demeure :</b> L'exploitant doit sous 6 mois déposer un dossier à porter à connaissance de   |

1 [https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM\\_revis%C3%A9\\_VALIDE\\_24sept2021\\_logo\\_V2.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_revis%C3%A9_VALIDE_24sept2021_logo_V2.pdf)

**régularisation de la situation administrative du site concernant la réduction du périmètre géographique de ce dernier.**

**Nom du point de contrôle : État des stocks**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/1995, article 2 – pt 6.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risque accidentel  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas d'accident, l'exploitant devra être en mesure de fournir aux services de sécurité l'état des stocks présents sur le site et la localisation de leur emplacement  |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de préciser dans son état des stocks la localisation des produits pour être conforme avec son arrêté préfectoral d'autorisation, sur ce point, et de lui transmettre les éléments justificatifs.<br><br>L'exploitant a transmis par mail du 23/12/2021 un état des stocks avec leur localisation. L'inspection constate qu'une cellule de l'entrepôt est appelée sur un plan « cellule chimique » et « zone dangereuse » sur un autre plan. Dans un souci de facilitation il conviendrait d'harmoniser l'intitulé de cette partie de l'entrepôt |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite administrative  |

**Nom du point de contrôle : Installations électriques : vérifications périodiques**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/1995, article 2 – pt 6.1.6   |
| <b>Thème(s) :</b> Risque accidentel   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'état du matériel électrique (...) feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.   |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de procéder aux travaux de mises en conformité des dispositifs de protection contre les surintensités et de lui transmettre les éléments justificatifs.<br><br>L'exploitant a transmis par mail du 07/02/2022 une facture de la société Cirhcé du 29/09/2021 concernant la levée des réserves du rapport de vérification électrique. |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite administrative   |

**Nom du point de contrôle : Portes coupe-feu**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – pt 6  |
| <b>Thème(s) :</b> Risque accidentel  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>(...) les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de procéder aux travaux de mise en conformité de la porte coupe feu défectueuse et de lui transmettre les éléments justificatifs. En attendant, l'inspection avait demandé à l'exploitant sous 15       |

jours, de définir les mesures compensatoires et de les mettre en œuvre.

Lors de la présente visite, l'exploitant présente une facture de la société Fivo du 14/03/2022 concernant la réparation d'une porte coupe feu.

Lors de la présente visite, l'exploitant déclenche l'alarme incendie. L'inspection constate la fermeture immédiate des deux portes coupe feu de l'entrepôt, dont celle qui était précédemment défectueuse. L'exploitant a également reçu, quelques instants après, un appel sur son téléphone portable de la société en charge de la surveillance de l'établissement.

**Type de suites proposées :** sans suite administrative